

L'hon. M. Stanfield: J'ai demandé au premier ministre suppléant si le gouvernement, au lieu d'exprimer de la gratitude et des vœux pieux, réagira en profitant de cette occasion qui pourrait mener à des résultats concrets.

LA CONSTRUCTION MARITIME

LA PUBLICATION DU RAPPORT DU COMITÉ D'ENQUÊTE ROBERTSON—L'AIDE À L'INDUSTRIE

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): J'ai une question pour le ministre de l'Industrie et du Commerce. Le gouvernement a-t-il reçu le rapport du comité d'enquête Robertson sur la politique maritime à long terme pour le Canada et si oui, qu'en fera-t-il? Le publiera-t-il ou le ministre en donnera-t-il un bref résumé au Parlement avant l'ajournement?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Le rapport de 600 pages m'a été remis mardi dernier. Le comité l'a présenté à la Canadian Shipbuilding and Ship Repairing Association le lendemain. C'est le rapport du comité, et ce dernier est libre d'en faire ce qu'il veut. Sauf erreur, la bibliothèque du Parlement en a des exemplaires ou elle en aura bientôt.

M. Bell: Étant donné la déclaration faite hier par le président de l'Association canadienne de construction maritime et de radoubage, selon laquelle cette industrie aurait connu sa pire année depuis 1940, le ministre fera-t-il tout son possible pour accélérer l'assistance en faveur de cette industrie?

L'hon. M. Pepin: Oui sûrement, monsieur l'Orateur, mais je crois que si mon honorable ami lit le rapport de 600 pages, il constatera rapidement qu'un des principaux faits qui ressort de ce rapport est que le comité, tout en faisant d'importantes suggestions, ne rejette pas la position fondamentale prise par le gouvernement au sujet de la construction maritime, en particulier à l'égard des subventions.

LA POLLUTION

LE PROJET AMÉRICAIN D'UNE TAXE SUR L'ESSENCE ÉTHYLÉE—LA POSITION DU CANADA

M. G. H. Aiken (Parry Sound-Muskoka): Je voudrais poser une question au ministre des Finances. Étant donné la proposition faite par le président Nixon en vue d'imposer une taxe sur l'essence éthylée pour aider à la lutte

contre la pollution, le gouvernement canadien songe-t-il actuellement à faire une proposition de ce genre?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): C'est une façon intéressante d'obtenir des revenus supplémentaires, mais le gouvernement n'y songe pas actuellement.

L'HABITATION

LE PRÉTENDU RETARD DANS L'APPROBATION DES PROJETS DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX

M. Andrew Brewin (Greenwood): Ma question s'adresse au ministre d'État chargé de l'habitation. Le président de la Société d'habitation de l'Ontario ayant prétendu qu'une bonne partie de l'échec dans la poursuite des objectifs du logement social dans la région métropolitaine est due au gouvernement fédéral qui tarde à approuver les projets, le ministre assurerait-il à la Chambre qu'il sera immédiatement porté remède à la situation, étant donné que le besoin en matière de logement social est urgent?

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État): Je conteste la prémisse sur laquelle se fondent les remarques du président de la Société d'habitation de l'Ontario, car, à ma connaissance—et j'ai vérifié les faits—il n'y a pas eu de retard exagéré dans l'approbation des projets présentés. A l'occasion, la densité de la population et les facilités offertes dans les projets recommandés par la SHO ont fait l'objet de discussions, mais, dans chaque cas, des règlements à l'amiable ont eu lieu. A mon avis, on a voulu brouiller la piste, des fonds publics pour l'habitation ayant été bloqués il y a environ un an et demi. J'ignore combien de temps on pourra se dissimuler derrière ce paravent.

LA POLLUTION

LAC SAINTE-CLAIRE—L'INDEMNISATION DES PÊCHEURS ET DES EXPLOITANTS LÉSÉS PAR LA PROHIBITION

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Forêts. Vu celle que je lui ai posée sur les indemnités fédérales aux pêcheurs touchés par l'interdiction de la pêche dans le lac Sainte-Claire et sa réponse que les pêcheurs étaient déjà indemnisés, puis-je maintenant demander au ministre quand seront honorés les engagements financiers du gouvernement à l'égard des pêcheurs à la seine et des exploitants de chalets dans cette région?